



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article1929>

Réunion à huis clos au Palais des Congrès de Nouakchott, Kadhafi rate le coche et complique davantage la crise



Date de mise en ligne : jeudi 12 mars 2009

enne

08 - Articles et dépêches -

Union des Forces de Progrès

« La démocratie ne sied pas à la Mauritanie et les coups d'Etat sont les seuls modes de transmission du pouvoir qu'elle connaît, de Ould Saleck au général Ould Abdel Aziz »

C'est une véritable gifle qui a été infligée non seulement aux démocrates mauritaniens, mais à tous les démocrates du monde. Venu pour servir de médiateur dans la crise politique et institutionnelle en Mauritanie, le président libyen a pris ouvertement partie pour les militaires qui se sont emparés du pouvoir le 6 août 2008. C'était au cours d'une réunion à huis clos qu'il présidait hier au Palais des Congrès de Nouakchott, en présence des divers acteurs de la crise et durant laquelle, il a fait l'apologie des pouvoirs militaires citant les exemples algériens, égyptiens et turcs.

« **Rendez-vous au 6 juin 2009...** ». C'est sur cet appel lancé par Kadhafi, et qui sonnait comme une insulte, que les divers leaders du Front national pour la défense de la démocratie se sont retirés, furieux, du Palais des Congrès, sans un regard pour un Kadhafi plongé dans ses élucubrations. Venu pour des négociations autour d'un document-cadre que la partie libyenne miroite depuis quelques jours, les leaders du Fndd ont été abasourdis par l'intervention du médiateur en chef, Président en exercice de l'Union africaine, qui leur faisait un autre cours d'histoire politique. En effet, au cours de son speech, Mouammar Kadhafi a clairement déclaré que la Mauritanie est régie par la loi des coups d'Etat, de Mohamed Saleck en 1978 au général Mohamed Ould Abdel Aziz. Avec un sourire moqueur, il se permettra même d'ironiser sur « le prétentieux rêve d'une démocratie à la Française, à l'Américaine ou à l'Anglaise que certains veulent implanter en Mauritanie ». Pour Kadhafi, la page est tournée et il faudra penser dès à présent à l'après-6 juin 2009, après les élections unilatérales que le Haut Conseil d'Etat a déjà programmé avec à la clé la candidature du général Mohamed Ould Abdel Aziz.

Alors que les militaires et leurs soutiens se frottaient les mains, forts de l'appui que leur apporte Kadhafi, le Fndd avait claqué la porte des négociations. L'échec des pourparlers sur lesquels les Mauritaniens, mais aussi la communauté internationale, attachaient beaucoup d'importance, ne restera pas sans conséquences sur la résolution d'une crise que la maladresse libyenne vient de compliquer davantage.

Conséquences

Cette prise de position de Mouammar Kadhafi, dans une médiation pourtant annoncée dès le départ comme porteuse par plusieurs observateurs, rend encore plus difficile la recherche d'une solution à la crise mauritanienne. En effet, pour le Fndd, la crédibilité de Kadhafi dans la résolution du dossier est fortement compromise après sa sortie anachronique et surprenante au Palais des Congrès. Les leaders du Front anti-putsch ne manqueront pas de saisir les instances internationales pour leur faire part de l'échec de la médiation libyenne, demander un autre médiateur ou refuser catégoriquement à l'avenir toute solution négociée avec les auteurs du putsch. Les militaires et leur soutien de leur côté, risquent de ne plus accepter d'autres médiations, forts de la caution que le leader libyen et président en exercice de l'Union africaine vient de leur donner.

Mais cet échec aura des répercussions tout aussi dramatiques sur le plan international et régional. Sur le plan régional, la position de Kadhafi est en totale contradiction avec la position déjà prise par ses pairs du Continent et la Commission de l'Union Africaine, ce qui rendra la cohabitation insoutenable avec Jean Ping et Lamamra. Sur le plan international, il sera difficile de colmater le clash que la médiation libyenne vient de provoquer pour le règlement de la crise mauritanienne.

Le colonel Mouammar Kadhafi perd ainsi la chance de parfaire son image au sein de la communauté internationale

et de se positionner comme un homme d'envergure, un médiateur crédible capable de se faire un nom dans la diplomatie internationale. En ratant d'une façon aussi controversée sa mission à Nouakchott, Kadhafi a également failli à ses fonctions à la tête de l'Union africaine, en violant l'esprit et la lettre de la Charte africaine des Nations et des peuples ainsi que tous les textes fondateurs de l'organisation continentale.

Prémises de l'échec

Pourtant, beaucoup d'observateurs s'étaient abstenus de tout optimisme béat à l'annonce de la médiation libyenne. A l'image du Vice-président de l'UFP Mohamed Moustapha Ould Beddredine, qui soulignera n'avoir pas accepté de partir en Libye avec la délégation du Fndd, car il était conscient, dira-t-il en substance, que le président libyen Kadhafi n'était pas l'homme indiqué pour ce genre de médiation, eu égard à sa prise de position tranchée en faveur d'un clan, de ses idées, de son parcours politique et de sa position toujours en porte-à-faux par rapport à la légalité internationale.

Pour Ould Beddredine, la connivence entre le colonel Kadhafi et le général Ould Abdel Aziz étaient clairs, surtout après la visite que ce dernier a effectuée à Tripoli. **« Il en est revenu, dira-t-il, plus féroce dans ses critiques contre le président déchu, plus osé dans ses positions par rapport aux autres acteurs politiques opposés au putsch »** Autre signe de la prise de position de Kadhafi en faveur des militaires, ajoutera Ould Beddredine, la demande qu'il a faite directement à Sidi Ould Cheikh Abdallahi lors de son séjour à Tripoli. Il lui aurait demandé ouvertement de démissionner, faisant la même proposition au président de l'Assemblée Nationale. Il s'en est suivi deux prises de gueule, celle qui l'a opposé à Tripoli au président déchu et celle qui l'a opposé à Messaoud Ould Boulkheïr à Nouakchott. Finalement, nombreux sont ceux qui se sont dits nullement surpris par la déclaration de Kadhafi, connu pour son animosité envers la démocratie et la légalité internationale.

L'accord-cadre de négociation

Pourtant, jusqu'à l'instant précis où ils pénétraient dans la salle de conférence du Palais des Congrès, les divers acteurs de la crise mauritanienne s'attendaient à une tournure plus équilibrée de la rencontre, surtout à la lumière du document-cadre que le sous-médiateur libyen, Rava Madani, faisait circuler depuis quelques jours. Ce document comportait en effet, un scénario à priori acceptable, décliné en sept points. Il posait comme base de la négociation, la déclaration de la Commission Paix et Sécurité de l'Union africaine et celle prise lors de la rencontre de Paris par le Groupe consultatif. Il était même question de la signature d'un accord de principe pour le dialogue qui devait être peaufiné, enrichi et scellé dans une deuxième rencontre.

Il était question d'un règlement conforme à la Constitution mauritanienne, de la démission concomitante de Sidi Ould Cheikh Abdallahi et du général Ould Abdel Aziz, la libération des prisonniers du Front et l'arrêt de toutes les campagnes de dénigrement pour créer un climat propice pour la réconciliation entre les divers pans de la crise, l'ouverture des médias publics à tous les acteurs politiques, la réhabilitation de toutes les libertés, et même la formulation d'une nouvelle feuille de route concertée pour la tenue de prochaines élections présidentielles. D'un revers de main, Kadhafi a balayé sa propre oeuvre, ainsi que l'oeuvre de plus de six mois d'efforts internationaux, en engageant la crise mauritanienne, qu'il était sensé résoudre, dans l'impasse et la confrontation.

Cheikh Aïdara

L'Authentique Quotidien

<!-- google_ad_client = "pub-9841313673627924"; /* 468x60, date de création 29/12/08 */ google_ad_slot = "0052188781"; google_ad_width = 468; google_ad_height = 60; //-->